

Déflation-Inflation

La situation économique a mis sur le plan de l'actualité l'inflation et la déflation. Selon les opinions, on est partisan ou adversaire de l'une ou de l'autre.

La déflation consiste à abaisser les prix. L'inflation consiste à les augmenter.

Si l'on abaisse les prix, on doit réduire en même temps l'avoir de tous, car il conviendrait mal de réduire les ressources de salariés en ne touchant qu'à certains prix de certaines denrées. En ne généralisant pas la mesure, on commet une injustice, on crée de ce fait certains privilèges et on lèse une bonne partie d'individus.

C'est le cas des salariés, qu'ils soient fonctionnaires ou travailleurs de l'industrie privée. Les salaires ont été réduits ces temps derniers, il y a eu déflation de salaires, c'est-à-dire diminution de la capacité d'achat. Mais nul n'oserait affirmer que le coût de la vie a diminué dans une même proportion. Les projets des gouvernants suivent donc en l'occurrence des intérêts particuliers ; en l'espèce, les stockeurs de matières premières ou de produits manufacturés.

La déflation abaisse les prix de revient-or ;

Elle soulage la trésorerie d'un pays en lui permettant de retirer de la circulation des billets qui déprécient sa monnaie lorsqu'un certain chiffre est dépassé ;

Elle abaisse le prix des matières premières pour lesquels le pays est tributaire de l'étranger.

L'inflation semble donner des résultats contraires ; s'il faut intérieurement une plus grosse somme de billets pour acheter les mêmes denrées, elle lèse les salariés dans leur rémunération ; les droits de douane, les contingentements, les

impôts indirects intervenant toujours avant que les salariés aient obtenu le rajustement de leurs salaires.

Avec l'inflation, l'or fuit ; il va dans des pays mieux équilibrés ; mais elle a un avantage immédiat : c'est de diminuer le chômage, car les prix de revient, comparés aux prix mondiaux, tendent vers le minimum, attirant ainsi les commandes jusqu'au jour où les pays, concurrencés par la dévaluation de la monnaie, établissent des contingentements ou dévalorisent à leur tour.

C'est la lutte à laquelle se livrent les États pour la conquête du marché mondial. Mais ce jeu de bascule qui alterne la prospérité et la misère gonfle le passif des États, les impôts suivant toujours la même courbe et s'augmentant par l'emprunt lorsque les moins-values interviennent dans la rentrée des impôts. Etablir un budget sur le papier est bien, mais quel est le ministre qui saurait prédire et tracer avec exactitude le diagramme de l'économie d'une nation ? Leurs aperçus théoriques sont presque toujours en deçà de la réalité.

Qu'on soit ou non partisan de la dévaluation de la monnaie n'a pas tant d'importance, les faits se chargeant d'apporter trop souvent aux solutions théoriques des correctifs inattendus. Les gouvernants se disent adversaires de l'inflation ; or, pourquoi rafle-t-on l'or ? Et pourquoi fait-on des emprunts à jet continu pour pallier aux nécessités de trésorerie que l'impôt ne peut satisfaire ? Car on emprunte, et régulièrement, depuis deux ans. Deux ans pendant lesquels ont été émis, se succédant à intervalles quasi réguliers des obligations du Trésor 4 $\frac{1}{2}$ % 1932, pour un capital de 3 milliards 660 millions ; des obligations du Trésor 4 $\frac{1}{2}$ % 1933, pour un capital de 5 milliards 176 millions ; des bons du Trésor 4 $\frac{1}{2}$ % 1933 à dix ans, pour un capital de 3 milliards 348 millions ; des bons du Trésor 5 % 1933 à 5 ans, pour un capital de 1 milliard 600 millions ; des bons du Trésor 5 % 1934, pour un capital de 5 milliards 66 millions et des

obligations du Trésor 5 % 1935, dont le montant n'est pas encore publié, qui ont servi, il est vrai, pour 2 milliards, à couvrir le montant des bons dits bons Clémentel !

Sans compter l'emprunt actuel destiné à couvrir l'échéance de 10 milliards de bons.

[|* * * *|]

L'attitude du gouvernement en la circonstance est claire ; la situation économique ne permettant pas d'équilibrer honnêtement le budget, on lance l'idée de déflation ; on diminue les salaires, on compresse tout ce qui peut être compressé -- car l'emprunt n'est pas une solution -- et lorsque l'on a recours régulièrement à l'emprunt -- les gouvernants le savent fort bien -- il conduit à l'inflation.

Dans la période intermédiaire allant de la diminution des salaires à leur rajustement, des semaines, des mois, peut-être des années seront passés, car la lutte ouvrière pour la sauvegarde du standard de vie est toujours en retard sur la réalité, ce sera autant de raflé sur les millions de salariés. Quant aux épargnants, aux rentiers, à tous ceux qui ont eu foi dans l'État, leur franc-or, devenu du franc 4 sous, deviendra du franc à 1 sou, car le seul, et unique, moyen pour régler ses dettes est de faire faillite ; le carambouillage est une technique de parasites et mauvais payeurs.

Le système économique basé sur la loi du profit exige pour subsister des capitaux frais et la répudiation périodique de ses engagements ; l'ouvrier est spolié du fruit de son effort, mais l'actionnaire est victime au même titre des stratèges du capital : l'un produit, l'autre en cherchant le profit joue et tous les deux sont dépouillés d'une façon magique et personne n'y a rien compris.

[/Ariel/]